



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
30 Rue Albert Einstein CS 90448  
13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Aix-en-Provence, le 23/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCOVA SAS**

100 Route d'Eyguières  
13560 Sénas

Références : D-2025-0049  
Code AIOT : 0006400911

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement SOCOVA SAS implanté 100 route d'Eyguières 13560 Sénas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCOVA SAS
- 100 route d'Eyguières 13560 Sénas
- Code AIOT : 0006400911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ADI SOCOVA est autorisée à exploiter une usine de fabrication de tubes soudés sur la commune de Sénas (13560), par arrêté préfectoral du 14 novembre 2001.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/11/2001, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Déclaration de l'incident	Arrêté Préfectoral du 14/11/2001, article 4.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 14/11/2001, article 4.1.3 - D	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réactive du 23/01/2025 sur le site SOCOVA de Sénas fait suite à un accident survenu le 20/01/25. Il concerne le déversement d'un mélange d'huile soluble, le CONDATUB SL 498 (utilisé comme lubrifiant dans la production de tubes soudés) dans le bassin de rétention des eaux pluviales côté canal puis dans le fossé d'irrigation, le canal des Alpilles et la Durance.

Depuis, l'exploitant a arrêté son activité pour mettre en sécurité le site et les employés. Des investigations sont en cours afin d'identifier la canalisation défaillante au niveau des réseaux sous la dalle béton. L'exploitant a commencé le pompage des effluents dans le bassin et le canal.

Un projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence est joint au présent rapport. Il propose de prendre les mesures directes afin de stopper la propagation à l'extérieur du site du produit incriminé, de rechercher et traiter les causes et réparations nécessaires. Il vise enfin à évaluer les impacts sur le milieu et la santé et procéder aux travaux de réhabilitation nécessaires.

Un procès verbal de constat sera établi par l'OFB qui est intervenue directement pendant l'épanchement du produit.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2001, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SA SOCOVA, sise Campagne Monplaisir à 13560 SENAS, est autorisée à exploiter une usine de fabrication de tubes soudés dont les activités sont visées aux rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

iquie n°	Libellé de l'activité	Volume de l'activité	Classement
560-1	Métaux et alliages (travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 Kw	1192 kW installés	A
567	Métaux (galvanisation, étamage de) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu	Galvanisation par projection de zinc fondu	A
20.2.b	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> .Pa., la puissance étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	2 compresseurs d'une puissance totale de 200 kW	D
925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	Un onduleur de 120 kW de puissance maximale	D

### Constats :

Suite aux évolutions de la nomenclature et aux constats établis lors de la visite d'inspection du 27/10/2020, l'exploitant a transmis par courrier du 30/06/2021 l'actualisation de ses rubriques. Les constats étaient les suivants :

- Passage sous le régime de l'enregistrement (E) pour la rubrique 2560 avec une puissance totale des équipements de 5 070 kW. Etant une installation existante, l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif à la rubrique 2560 ne s'applique pas au site SOCOVA de Sénas ;
- Passage sous le régime non classé (NC) sous la rubrique 2567 avec une quantité de composés métalliques consommés inférieure ou égale à 10 kg/jour ;
- Passage sous le régime non classé (NC) sous la rubrique 2925 avec une puissance maximale de charge inférieure à 10 kW ;
- Suppression de la rubrique 2920 suite aux évolutions de la nomenclature.

Lors de la visite inopinée du 23/01/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre la situation administrative actuelle ainsi que le dernier arrêté préfectoral en vigueur de la société. Madame CASOLARI a précisé que la personne responsable HSE du site était absente et qu'elle n'était pas en mesure de nous communiquer les éléments demandés. Elle ajoute que le tableau de nomenclature était en cours d'actualisation suite à une diminution de l'activité depuis ces dernières années.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance mettant à jour la situation administrative et les modifications potentielles du site depuis l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001, sous un délai de 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 2 : Déclaration de l'incident

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/2001, article 4.5.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration des incidents et accidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il établira un rapport circonstancié permettant de dégager les causes et les conséquences de l'incident et il indiquera les dispositions prises pour éviter son renouvellement.

**Constats :**

Un accident est survenu le 20/01/25 sur le site SOCOVA de Sénas :

Un riverain, après avoir constaté une couleur anormale de l'eau du cours d'eau à proximité du site de SOCOVA, a contacté la police municipale qui a constaté les faits à 15h30 (le 20/01/25).

Après avoir été avertie, la gendarmerie locale a ouvert une enquête judiciaire et l'Office français de la biodiversité (OFB) a été prévenue.

La société SOCOVA s'est rendu compte du problème à 12h30 (le 20/01/25) : le bassin de récupération des eaux pluviales côté canal, s'est rempli d'un mélange d'huile soluble, le CONDATUB SL 498. La pollution s'est ensuite déversée vers le milieu récepteur, le fossé d'irrigation pour poursuivre vers le canal des Alpilles et enfin la Durance. L'exploitant n'est pas en mesure de quantifier le produit déversé. D'après la gendarmerie, la quantité déversée dans la Durance pourrait être faible, le niveau d'eau étant bas.

Ce produit est utilisé au niveau de la tronçonneuse, sur la ligne T4 dans l'enceinte du site. L'exploitant a constaté le jour de l'accident que le regard, à ce niveau, censé récupérer les eaux pluviales, était souillé tandis que le regard à proximité était propre. L'exploitant a, à ce stade, déduit une fuite présente sous la dalle béton au niveau des canalisations proches de la machine dite tronçonneuse.

Les eaux souterraines pourraient être impactées.

Depuis, l'exploitant a stoppé son activité afin de mettre le site et les employés en sécurité. Les circuits ont été fermés (vannes coupées, bassin de rétention isolé du fossé à l'aide d'un ballon...) stoppant la propagation de la pollution vers les cours d'eau.

Des opérations de pompage du bassin et du fossé ont été réalisées mercredi 22/01/25 pour transférer les effluents non conformes vers un exutoire approprié. Il est prévu d'autres opérations de pompage. Un curage du bassin et du fossé est prévu.

Des investigations sont prévues mardi 28/01/25 par la société AXO pour identifier l'endroit de la fuite sous la dalle.

Des prélèvements ont été réalisés mardi dans le bassin de rétention et le milieu récepteur.

A noter qu'aucun avertissement n'a été fait auprès de l'inspection des installations classées. Il a été rappelé à l'exploitant ses obligations de déclarer tout incident/accident à l'inspection. La fiche incident/accident a été transmise à l'exploitant.

L'inspection a consulté la fiche de données de sécurité du CONDATUB SL 498 ayant été déversé. Il s'agit d'un produit lubrifiant utilisé à froid dans la production de tubes soudés avec pour mention de danger H412 - Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme. Ce produit est mélangé avec de l'eau pour former une émulsion d'huile composé à 3% d'huile et 97% d'eau, en circuit fermé. Il est entreposé dans 2 cuves extérieures pour finir, après utilisation, dans une cuve souterraine.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence sera notifié.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en application des mesures d'urgence suite à l'accident survenu le 20/01/25 et de transmettre la fiche incident/accident dûment remplie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

**N° 3 : Bassin de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2001, article 4.1.3 - D
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de rétention - Traitement des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un bassin de 800 m<sup>3</sup> étanche sera donc construit pour recevoir les eaux de pluies et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Ces eaux pourront être rejetées au milieu naturel sous réserve du respect des normes fixées ci-après. Dans le cas contraire, elles devront être préalablement traitées.</p> <p>Une convention sera établie avec la structure gestionnaire du milieu récepteur (fossé d'irrigation).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de deux bassins de capacité respective minimale de 237 m<sup>3</sup> et 570 m<sup>3</sup>, soit une capacité minimale de 807 m<sup>3</sup>. L'accident concerne le bassin côté canal (237 m<sup>3</sup>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite